

12 octobre 1983 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Entretien de M. François Mitterrand, Président de la République, accordé à la radio-télévision belge, Paris, mercredi 12 octobre 1983.

QUESTION.- Monsieur le Président, le Président de la République, issu de la famille socialiste et appuyé par une majorité de gauche, a la vocation, non seulement de gérer la société mais aussi de la changer. Quelles sont les difficultés que vous rencontrez sur ce chemin, particulièrement dans une période de crise, autrement dit peut-on être socialiste en temps de crise économique ?

- LE PRESIDENT.- Mais assurément. Les circonstances économiques, favorables ou défavorables, peuvent en effet freiner ou ralentir la mise en oeuvre d'une politique. Mais l'objectif reste le même. Qu'il y ait pénurie ou qu'il y ait abondance, les socialistes dont je suis issu avaient et ont pour objectif une meilleure répartition du produit national. La fin et d'abord la réduction des privilèges, les chances égales données à tous, la maîtrise par la puissance publique des grands secteurs jusqu'alors abandonnés à des intérêts privés qui n'ont pas toujours su bien gérer leurs affaires et qui se rattrapaient sur le corps national. Il faut donc considérer que ce qui fait la nature même de la politique que j'ai inaugurée, après en avoir quand même beaucoup parlé aux Français dans les années précédentes, en 1981, c'est une politique dont les aspects culturels, dont les aspects strictement politiques, dont les aspects industriels et bien d'autres choses encore, et surtout les aspects sociaux, valent autant que les aspects économiques et dépendent, eux, heureusement, moins de la conjoncture internationale même si ces objectifs-là souffrent du fait que nous sommes dans un environnement international extrêmement ardu.\

QUESTION.- Les gouvernements européens sont en pleine préparation du sommet de l'Europe à Athènes `Conseil européen`. Comment voyez-vous le renouveau économique et politique de l'Europe ? Est-ce que la France veut en être le moteur ?

- LE PRESIDENT.- La France participe, remplit un rôle éminent au sein de l'Europe et de la Communauté des Dix `CEE`. J'assumerai, parce que c'est le tour de la France, la présidence de cette Communauté pendant les six mois qui commenceront au 1er janvier 1984, moment fort important puisque, comme vous le savez, il y aura les élections européennes pendant cette période et qu'en même temps, indiscutablement, cette Europe s'interroge. Elle bute sur la politique agricole, elle bute sur les problèmes de l'élargissement, elle bute sur son budget, elle bute sur sa politique sociale. Elle hésite sur sa politique technologique. Il faut la faire avancer autant qu'il sera possible là où c'est désirable. De même, on a eu la sagesse de s'attaquer au problème de la CECA du charbon et de l'acier, c'était il y a de longues années maintenant, de même, il faut savoir que si l'Europe n'est pas en mesure de répondre à la puissance technologique du Japon et des Etats-Unis d'Amérique, nous serons très vite mal en point et dans une position de sujétion politique au travers d'une sujétion industrielle alors que nous avons les moyens, les intelligences, enfin la capacité. Je pense que si l'Europe n'arrive pas non plus à dominer la divergence de ses intérêts agricoles au point de se laisser entièrement pénétrer par les productions américaines, l'Europe ratera un rendez-vous important car elle dispose aussi, là, du moyen de la plus forte compétition. Il ne faut pas oublier qu'elle est souvent réellement, en tout cas potentiellement, la première puissance commerciale du monde.

- Toutes ces circonstances, ces virtualités, ne sont pas suffisamment saisies parce que la conscience politique de l'Europe est trop souvent absente. Si votre question consiste à me demander si je souhaite la renforcer, je vous dis très aisément : oui.\

QUESTION.- Un des problèmes majeurs actuels, c'est la question de l'installation des

QUESTION.- On des problèmes majeurs actuels, c'est la question de l'installation des euromissiles. Chez nous, en Belgique, les socialistes sont des adversaires acharnés des euromissiles, tandis que vous, Président socialiste, vous êtes pour leur installation. Comment expliquez-vous cette contradiction ?

- LE PRESIDENT.- Je suis tout à fait contre les euromissiles. Je crois que c'est une simplification extraordinaire à laquelle j'assiste. Je constate qu'il y a à l'heure actuelle, on peut dire 350 euromissiles installés par l'Union soviétique `URSS` sur le sol de l'Europe en direction de l'Europe occidentale puisque ces euromissiles, par définition, ne peuvent pas traverser l'Atlantique. Ils ont trois têtes, ce qui fait qu'il y a 1050 et même davantage - le chiffre n'est pas très connu et puis cela évolue tout le temps - têtes nucléaires, et qu'en face de cela, il n'y a pas d'euromissiles du côté occidental. Les forces anglaises et françaises sont essentiellement des forces sous-marines donc, ils peuvent, par définition, circuler à travers le monde, ce n'est pas spécialement propre à l'Europe. Donc, quand vous me dites : "les uns sont contre", moi je ne suis pas pour non plus ! Je dis simplement "à compter du moment où il y a un pareil déséquilibre sur le continent européen, il faut tenter de rétablir l'équilibre". Même si ce n'est pas l'équilibre parce qu'on part de loin. Les négociations de Genève ne semblent pas avancer. Au moins, ne doit-on pas considérer qu'un seul pays peut disposer du monopole des euromissiles en face des autres. C'est tout ce que je veux dire. Alors, il faut que ce langage soit compris de part et d'autre et si la solution pouvait être : pas d'euromissiles, je serais tout à fait pour. Seulement, voilà, la réalité est plus cruelle que cela et je crois que la France a besoin d'assurer sa défense donc, de disposer de son moyen dissuasif et que l'Europe, elle-même, ne peut pas rester indifférente à ce problème.

QUESTION.- Voilà la précision apportée. Une autre question encore, monsieur le Président. On a l'impression qu'à cause d'une certaine politique française au Moyen-Orient, la France est l'objet d'attaques convergentes. Je pense aux attaques contre les troupes françaises au Liban, les attaques des terroristes arméniens que certains disent être coordonnées par Téhéran, je pense aux attaques des Libyens au Tchad. Est-ce qu'on peut parler d'une espèce de complot contre la France ?

- LE PRESIDENT.- Non. Je ne le crois pas. Il y a des intérêts, des passions, parfois du fanatisme qui, en effet, dirigent leurs coups contre la France mais pas seulement contre la France. Vous le savez bien en Belgique.

- La France est intervenue au Liban dans des circonstances tout à fait précises. C'était au moment où les armées étrangères s'affrontaient, étaient face à face dans Beyrouth et les risques de massacres étaient grands. Les liens de la France avec les pays du Levant et en particulier avec le Liban sont de tradition ancienne, historique, très forte, très connue, d'ailleurs. Nous avons une certaine communauté de langage, de culture, beaucoup d'affinités avec le peuple libanais. Mais, pour nous, les Musulmans sont Libanais comme les Chrétiens, Maronites ou autres sont Libanais. Nous n'avons pas de préférence particulière. Nous voudrions même que ce pays retrouve son unité de toutes les factions qui, aujourd'hui, s'y opposent. Donc, quand nous sommes intervenus, rappelez-vous, cela a évité les affrontements où eussent péri des millions de gens à Beyrouth-Ouest avec les destructions qui sont déjà grandes, qui eussent été encore plus graves, plus importantes. Mais, quand nous sommes revenus mission accomplie, nous avons assisté, le cœur étreint de colère, il faut le dire, aux massacres des camps de Sabra et Chatila. Nous sommes revenus et je crois pouvoir dire que nous avons évité, nous avons gardé ces camps. Aujourd'hui nous assurons la protection de l'un de ces deux camps et l'Italie de l'autre. Nous avons, je crois, évité d'autres drames de ce genre. De même que nous avons assuré le départ dans des conditions correctes avec leurs armes légères, en tout cas dans la dignité, sains et saufs, des survivants des batailles de Beyrouth, en particulier le départ des Palestiniens. Voilà dans quelles circonstances nous sommes allés à Beyrouth, en particulier avec toujours l'idée, que cela correspondait à la demande du gouvernement libanais. Nous n'aurions pas agi sans que le gouvernement libanais ne nous demande de participer à la force multinationale. Nous n'avons pas d'autre objectif que de servir la réconciliation du peuple libanais. Nous n'avons pas d'intérêts propres, d'intérêts français que nous entendons défendre par les armes, au Liban. Je crois que nous pouvons participer utilement à cette réconciliation que j'appelle de mes vœux.

QUESTION.- Un dernier mot, monsieur le Président. Vous arriverez demain en Belgique. Vous connaissez la Belgique ?

- LE PRESIDENT.- Je connais bien la Belgique. Je l'ai connue dans mon enfance. J'allais en vacances, essentiellement dans les Flandres et j'ai beaucoup usé de cette fusée porteuse de l'époque qui s'appelle la bicyclette. J'ai donc parcouru, - ce n'était pas toujours facile avec les pavés et le vent, - j'ai beaucoup lutté contre les éléments pour admirer la nature splendide et ai rencontré un peuple pour lequel j'ai éprouvé beaucoup de sympathie. Les choses ne se gâtaient que lors de l'arrivée des étapes du Tour de France où alors, les sentiments de nationalisme local s'éveillaient avec quelque fureur, selon le résultat des étapes qui se déroulaient dans cette région.

- En réalité, j'ai beaucoup aimé et apprécié ce peuple et ce n'est qu'un peu plus âgé que j'ai connu et fréquenté, naturellement avec de très grandes affinités, ceux de l'Ouest, ceux de la Wallonie et Bruxelles.

- Tant de culture - je me souviens avoir beaucoup visité Gand. C'est la ville que je connais le mieux sur le -plan culturel, historique, et Liège, d'autre part. Mes études m'y ont porté, mon goût peut-être aussi de l'histoire. J'ai toujours été très impressionné par la part prise par ces peuples, devenus un peuple quelque soit ses différences, à l'histoire de l'Europe, l'histoire occidentale, l'histoire des arts, l'histoire des métiers, la conquête des libertés urbaines, la capacité au travail, l'imagination, l'innovation, les chances historiques saisies par de grands princes, par les bourgeois actifs, industriels. Tout cela, il n'y a pas tellement de coins d'Europe qui puissent présenter une telle densité de réussite.

- Voilà ce que je puis dire, ce qui m'autorise d'ailleurs à ajouter que cette émission sera pour moi l'occasion d'adresser aux Belges, à tous les Belges, un salut amical.\